

*L'ajournement*

Un montant de 11 millions de dollars par année pendant cinq ans, soit 55 millions de dollars si tel est bien le montant qu'on affectera à la caisse de développement du nord de l'Ontario, représente moins que le budget du ministère provincial des Affaires du Nord pour cinq mois. Si l'on établit une comparaison en fonction du nombre d'habitants ou du nombre de chômeurs, qui sont de toute évidence visés par la caisse puisqu'elle créera des emplois à leur intention, on constate que le nord de l'Ontario recevra considérablement moins d'argent que les autres régions du pays pour lesquelles des programmes ont été annoncés récemment.

Ce n'est pas que nous nous opposons à ce que la région de l'Atlantique ou les provinces de l'Ouest reçoivent quelque chose, mais le fait est que la région de l'Atlantique, où le chômage est quatre fois plus élevé que dans le nord de l'Ontario selon la méthode de calcul utilisée, obtiendra de 18 à 25 fois plus d'aide que le nord de l'Ontario n'en recevra dans le cadre de ce programme. Les provinces de l'Ouest, qui comptent environ dix fois plus d'habitants et de chômeurs, recevront environ 30 fois plus d'aide que le nord de l'Ontario. Pourtant, à cause de sa géographie et de son économie, le nord de l'Ontario, surtout dans ma propre région, ressemble beaucoup plus aux Maritimes et à l'ouest du Canada qu'au sud de la province. Ainsi, la ville de Toronto est plus éloignée de certaines parties de ma circonscription que de n'importe quelle capitale d'une province maritime. Certains coins de ma circonscription sont bien plus près de Calgary et, en fait, de Cranbrook en Colombie-Britannique, que de l'économie prospère du «triangle d'or».

• (1825)

Les problèmes auxquels le nord de l'Ontario doit faire face ont été aggravés—et en fait, ils s'expliquaient surtout—par la perte d'emplois, des emplois gouvernementaux en particulier. Alors que le gouvernement répondait à la Chambre que des emplois n'étaient pas transférés à l'extérieur du nord-ouest et du nord de l'Ontario, les ministères s'abritaient dans les emplois. C'était notamment le cas de la Commission canadienne du blé, du ministère de la Défense nationale, de la Commission de l'emploi et de l'immigration, du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. En outre, le CN Rail et les Postes canadiennes réduisaient également leurs effectifs dans le nord de l'Ontario.

Pourtant, il existe des débouchés très importants dont ce fonds doit profiter, afin d'accroître l'emploi que le gouvernement a réduit jusqu'à maintenant. Les débouchés sont dans l'extraction de l'or, dans le domaine de la construction pour l'industrie des services et pour la modernisation de nos usines de pâtes et papiers. Il s'agit d'améliorer le secteur des services et, plus particulièrement, de lier l'économie des localités autochtones à l'économie des villes.

On est également déçu de constater que rien n'a encore été fait quatre semaines après cette annonce. Le solliciteur général (M. Kelleher) qui est, sur papier, le ministre compétent, n'a même pas répondu aux lettres qui lui sont parvenues au sujet des nominations proposées au conseil, et aucun fonctionnaire n'a été nommé pour s'occuper du nouveau fonds.

Les remèdes sont clairs. Il faut au moins doubler le budget. Il s'agit de remplacer l'imputation budgétaire de 15 millions de dollars, prévue au titre des pertes possibles reliées aux prêts, par des crédits suffisants pour couvrir toutes les pertes futures

en ce qui a trait à ces garanties de prêts. Ce n'est qu'ainsi que le gouvernement pourra convaincre les habitants du nord de l'Ontario qu'il s'inquiète vraiment du développement économique de notre région.

**M. Doug Lewis (secrétaire parlementaire du vice-premier ministre et président du Conseil privé):** Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir la possibilité de répondre. Je tiens à garantir à mon honorable collègue que le gouvernement souhaite vraiment répondre aux besoins du nord de l'Ontario.

Avant de donner ma réponse officielle, je tiens à préciser que je suis déçu de constater que mon honorable collègue n'apprécie pas, et, en fait, critique les efforts que nous avons déployés, afin d'aider les provinces de l'Atlantique et de l'Ouest. Je voudrais préciser qu'il ne parle pas au nom de l'Ontario ce faisant.

**M. Parry:** Je n'ai jamais dit cela.

**M. Lewis:** Tous les députés de l'Ontario souhaitent aider les autres régions du pays défavorisées sur le plan économique. Nous sommes fiers de ce que nous tentons de faire pour les autres régions du pays. Il est vraiment regrettable d'entendre mon honorable collègue critiquer les mesures qui sont prises pour le bien des provinces de l'Atlantique et de l'Ouest.

Le député a parlé de ce que nous faisons. Permettez-moi de signaler à nouveau que nous avons annoncé, le 13 juillet 1987, un nouveau programme de développement économique pour le nord de l'Ontario. Il tourne autour de la création d'un fonds spécial de développement du nord de l'Ontario de 55 millions de dollars, et, le recours à des garanties de prêts, des prêts et des subventions—que mon honorable collègue a jugé bon de passer sous silence—pouvant permettre d'offrir à la région 100 millions de dollars par le biais du secteur privé, ce que le NPD n'apprécie pas, bien entendu.

Examinons ce programme. Il est ingénieux, original et souple et dénote beaucoup d'imagination. Il ne dépend pas totalement du gouvernement et des bureaucrates, ce qui dérange, je le sais, mon honorable collègue du parti socialiste interventionniste.

Nous avons prévu un conseil composé de 12 dirigeants du secteur privé qui demeurent dans le nord de l'Ontario, et non pas à Ottawa. Ils viendront tous du nord de l'Ontario, et ils représenteront la perspective locale en matière de planification et d'organisation pour que leur région puisse participer directement au programme en question.

Cette mesure sera donc particulièrement profitable aux petites et aux moyennes entreprises. Nous savons fort bien qu'elles représentent la pierre angulaire de l'économie, et nous tentons de faire éclater le carcan de l'industrie unique propre à certaines villes, situation qui nuit depuis trop longtemps au développement du nord de l'Ontario.

Nous avons établi un bureau du ministère de l'Expansion industrielle régionale dans cette région. Nous aurons un fonctionnaire supérieur sur les lieux qui fournira des services de soutien au conseil consultatif.

Nous ferons une annonce sous peu à propos de ce conseil consultatif. Je suis content des suggestions de mon collègue concernant les nominations au sein du conseil en question. En proposant certaines personnes, il admet implicitement que nous sommes sur la bonne voie. Même s'il ne nous a pas vraiment